



Conseil Economique et Social

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1990/NGO/34
30 août 1990

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-deuxième session
Point 14 de l'ordre du jour

ENCOURAGEMENT A L'ACCEPTATION UNIVERSELLE DES INSTRUMENTS RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Communication écrite présentée par le Groupe juridique
sur les droits de l'homme internationaux, organisation
non gouvernementale dotée du statut consultatif
de la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et social.

[30 août 1990]

1. Le Groupe juridique sur les droits de l'homme internationaux a pour principale mission d'oeuvrer partout dans le monde pour encourager l'adhésion aux instruments relatifs aux droits de l'homme qui ont été adoptés par l'Organisation des Nations Unies et le respect de ces instruments. Le Groupe juridique tient à attirer l'attention de la Sous-Commission sur plusieurs domaines dans lesquels elle pourrait encourager l'acceptation des instruments relatifs aux droits de l'homme.

2. En ratifiant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en 1976, le Royaume-Uni a de ce fait contracté l'obligation de veiller à la protection de certains droits de l'homme internationaux à Hong Kong. Plus de 14 années se sont écoulées depuis, mais le Royaume-Uni, par l'intermédiaire du Gouvernement de Hong Kong, n'a pas réussi à donner

pleinement effet, dans cette colonie de la Couronne, aux droits consacrés par les Pactes. Bien au contraire, la liberté d'expression politique est réprimée et la participation à des activités en faveur de la démocratie dans la République populaire de Chine est découragée.

3. Le projet de loi relatif aux droits (Bill of Rights) dont est saisi le Conseil législatif de Hong Kong est formulé dans des termes très proches de ceux du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Si ce projet de loi est adopté, il pourrait offrir une bien meilleure protection contre la violation des droits politiques et du droit à la liberté d'expression que celle que la législation de Hong Kong assure actuellement. Cependant, le projet de loi ne sauvegardera peut-être pas efficacement les droits de l'homme à Hong Kong après le transfert imminent aux autorités de la République populaire de Chine de l'autorité exercée jusqu'ici par le Royaume-Uni sur Hong Kong. La Loi fondamentale de la Chine qui fixe les relations de ce pays avec Hong Kong après 1997 prévoit que le droit chinois prévaudra en cas de différend entre la législation de Hong Kong et celle de la Chine. La loi fondamentale dispose que les pactes internationaux resteront applicables après 1997, mais aucune mesure n'est envisagée en ce qui concerne l'adhésion de la République populaire de Chine aux instruments au bénéfice de Hong Kong après le retrait du Royaume-Uni.

4. La République populaire de Chine manquant de manière flagrante au respect des droits de l'homme garantis sur le plan international, et en particulier de ceux qui ont trait à la participation à des activités politiques et à la liberté d'expression, il est particulièrement urgent de renforcer l'adhésion aux instruments relatifs aux droits de l'homme.

5. La ratification des principaux instruments relatifs aux droits de l'homme est essentielle pour garantir ces droits et les libertés auxquels vient d'accéder le peuple népalais. A cet égard, le Groupe juridique relève avec satisfaction que le Premier Ministre du Népal a annoncé publiquement l'intention du gouvernement de son pays de devenir partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le Groupe juridique se félicite des mesures qui ont été prises par le Gouvernement provisoire népalais pour encourager l'acceptation universelle des instruments relatifs aux droits de l'homme. Il est tout aussi essentiel d'appliquer efficacement et sans retard ces instruments en intégrant leurs dispositions dans la législation nationale.

6. Le Népal passant d'une monarchie absolue à une démocratie pluraliste, les autorités se trouvent confrontées à un certain nombre de questions liées à l'encouragement des droits de l'homme dans le pays. Une de leurs tâches à cet égard est d'enquêter sur les violations passées des droits de l'homme et de châtier les responsables des assassinats et des actes de torture, commis en particulier sur la personne de ceux qui ont participé au mouvement en faveur de la démocratie du printemps dernier. Le gouvernement provisoire a mis en place une commission chargée d'enquêter sur les assassinats de personnes qui manifestaient en faveur de la démocratie, mais n'a pas élaboré de règles et méthodes particulières destinées à régir la procédure d'enquête. Pour mener à bien sa tâche, il est essentiel que la commission soit indépendante et impartiale du point de vue de ses compétences, de ses méthodes d'investigation et des pouvoirs dont elle disposera pour châtier les coupables. Les normes internationalement agréées concernant les sanctions

à l'encontre d'anciens agents de l'Etat sont consacrées dans les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extralégales, arbitraires et sommaires, et moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, qui ont été adoptés par le Conseil économique et social le 24 mai 1989.

7. C'est à l'occasion de la Déclaration d'indépendance en 1776, que les Etats-Unis ont manifesté pour la première fois leur volonté de protéger les droits civils et politiques. En dépit de cet engagement de longue date, les Etats-Unis ont mis du temps à ratifier ne serait-ce que les instruments internationaux les plus élémentaires relatifs aux droits de l'homme.

8. Aux Etats-Unis, les traités sont d'abord signés par le Président. Une fois un traité signé, le Département d'Etat présente au Sénat une liste d'instruments à examiner à titre prioritaire. Si l'instrument passe le cap de l'examen de la commission sénatoriale des relations extérieures, il est transmis au Sénat aux fins de ratification définitive. Cependant, certains des principaux traités relatifs aux droits de l'homme attendent depuis 11 ans d'être examinés par la commission sénatoriale. Parmi eux figurent le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ainsi que la Convention américaine relative aux droits de l'homme, instrument de l'Organisation des Etats américains. Les derniers débats sur ces instruments remontent à 1979.

9. Le Groupe juridique trouve encourageants la ratification récente, par les Etats-Unis, de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide ainsi que les progrès relatifs à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. La Commission du Sénat a approuvé récemment la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le danger subsiste néanmoins que, le jour où ces instruments seront débattus au Sénat, leur adoption soit assortie d'importantes réserves.

10. Bien que les Etats-Unis se présentent à la communauté internationale comme les champions des droits de l'homme, ils rendent un mauvais service à cette communauté internationale en s'efforçant de s'ériger en modèle alors qu'ils ne se soumettent pas expressément aux normes internationales et aux mécanismes d'examen des instruments qui ont été universellement acceptés. S'ils ont beaucoup fait pour les droits de l'homme, les Etats-Unis sont néanmoins encore aux prises avec divers problèmes visés par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment ceux qu'engendrent le racisme, le sexisme et la pauvreté.

Le Groupe juridique prie instamment la Sous-Commission :

a) d'encourager les Etats à participer à l'acceptation des instruments relatifs aux droits de l'homme et à les mettre en oeuvre au niveau national;

b) de demander au Royaume-Uni notamment d'appliquer les Pactes internationaux déjà en vigueur à Hong Kong, et à la République populaire de Chine d'assurer l'application pleine et efficace de ces instruments une fois que Hong Kong aura été placé sous son autorité.

c) de demander au Secrétaire général d'offrir des services consultatifs pour la conduite d'enquêtes sur les violations passées des droits de l'homme et pour la mise en oeuvre des normes internationales à l'échelon national dans les pays qui, comme le Népal, se trouvent dans une phase de transition;

d) d'encourager les pays, et en particulier les Etats-Unis, qui ont signé mais n'ont pas ratifié les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, à s'employer à les ratifier dans les meilleurs délais.
